Vu le décret n° 65-178 du 14 décembre 1965 autorisant l'achat par la République togolaise d'un immeuble de 33 ares 09 centiares sis à Hillacondji (circonscription d'Anécho) ;

Sur la demande du chef du service des douanes ;

Vu l'exposé des motifs ;

Vu les prévisions budgétaires ;

Sur présentation du ministre des finances, de l'économie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisé l'achat par la République togolaise d'une parcelle de terrain rural de 17 ares 58 centiares sise à Hillacondji (circonscription d'Anécho) à distraire du titre foncier n° 49 d'Anécho appartenant aux héritiers de feu Robert Demetrius Sanvee.

Art. 2 — Est approuvé en conséquence le contrat de vente annexé à la présente ordonnance.

Art. 3 — Les dépenses afférentes à cette acquisition sont imputables au budget d'investissement — gestion 1968/2 — titre 1 — chapitre 6 — article 1 — paragraphe 6 — rubrique 1.

Art. 4 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 décembre 1969
G. Etienne Eyadéma

CONTRAT DE VENTE DE TERRAIN

Entre les soussignés :

Le Président de la République togolaise, agissant au nom et pour le compte de ladite République, dénommé acquéreur,

d'une part

Et MM. Sanvee K. Emmanuel, fonctionnaire en retraite et Sanvee K. Emile, maître-menuisier, tous deux demeurant à Lomé, agissant en qualité de mandataires de la famille Robert Demetrius Sanvee,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

MM. Sanvee K. Emmanuel et Sanvee K. Emile, ès-qualités, cèdent sous toutes les garanties de droit, et de fait à la République togolaise, représentée par son Président, qui accepte, la pleine propriété et jouissance d'une parcelle de terrain rural de 17 ares 58 centiares sise à Hillacondji (circonscription administrative d'Anécho), à distraire du titre foncier n° 49 d'Anécho. La dite parcelle est limitée au nord et à l'ouest par le surplus du titre foncier n° 49 d'Anécho, au sud par la route internationale Lomé-Cotonou et à l'est par le titre foncier n° 7448/RT-DOM.

Origine de la propriété — Les vendeurs déclarent que la parcelle de terrain objet dudit contrat appartient en propre à feu Robert Demetrius Sanvee pour l'avoir fait immatriculer sous une plus grande étendue au livre foncier sous le numéro 49 d'Anécho.

Entrée en jouissance — En accord avec les vendeurs, la République togolaise est entrée en jouissance de cette parcelle de terrain en attendant l'aboutissement de la procédure devant permettre le paiement du prix d'achat.

Charges et conditions — La présente vente est faite avec les charges et conditions de fait suivantes que l'acquéreur s'oblige à supporter et à exécuter :

1) Il prendra la parcelle de terrain vendue dans l'état où il se trouve actuellement sans pouvoir prétendre à aucune indemnité soit pour une différence entre sa contenance réelle et celle ci-dessus exprimée, soit pour tout autre motif ;

2) Il supportera toutes les servitudes passives de quelque nature qu'elles soient et jouira de celles actives, le tout s'il en existe, à ses risques et périls, sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit, plus de droit qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers et non prescrits ou de la loi. A ce sujet, les vendeurs déclarent que la parcelle de terrain présentement vendue n'est à leur connaissance grevée d'aucune servitude, qu'elle est libre de toute charge et n'est pas frappée d'indisponibilité ;

3) Il acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, les contributions de toute nature auxquelles ladite parcelle est ou sera assujetties.

Prix — La présente vente est consentie moyennant le prix de cent cinq mille quatre cent quatre vingt (105.480) francs payable aux vendeurs dès la signature de l'ordonnance portant autorisation et approuvant les présentes sur le budget d'investissement — gestion 1968/2 — titre 1 — chapitre 6 — article 1 — paragraphe 6 — rubrique 1.

Paiement des frais — Tous les frais sont mis à la charge de la République togolaise.

Election de domicile — Pour l'exécution des présentes et de ses suites, les parties font élection de domicile :

— Le Président de la République, en son cabinet à la Présidence de la République — Lomé.

— MM. Sanvee K. Emmanuel et Sanvee K. Emile à 3, Rue de France à Lomé.

Fait à Lomé, le 13 décembre 1969
Le Président de la République
(Acquéreur)
G. Etienne Eyadéma

Les vendeurs,

Emmanuel K. Sanvee — Emile K. Sanvee.

Le ministre des Finances, de l'Economie et du Plan,
J. B. Tèvi

ORDONNANCE N° 31 du 16-12-69 portant ratification du protocole relatif aux mesures à prendre pour l'application de la convention d'association entre la communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette communauté conclue et signé à Yaoundé le 29 juillet 1969 par les Etats africains et malgache associés.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Le protocole relatif aux mesures à prendre pour l'application de la convention d'association entre la communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés, conclue et signé à Yaoundé le 29 juillet 1969 par les Etats africains et malgache associés, est ratifié.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 16 décembre 1969
G. Etienne Eyadéma

PROCOLE RELATIF AUX MESURES A PRENDRE
POUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION
D'ASSOCIATION ENTRE LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE EUROPEENNE ET LES ETATS AFRICAINS
ET MALGACHE ASSOCIES A CETTE COMMUNAUTE

Les Représentants des Gouvernements des Etats Africains et Malgache associés à la Communauté Economique Européenne, dûment mandatés par leur Gouvernement,

Vu la Convention d'Association entre la Communauté Economique Européenne et les Etats Africains et Malgache associés à cette Communauté, conclue à Yaoundé le 29 juillet 1969 et notamment son article 45,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

Article premier — Les réunions des membres africains et malgache du Conseil d'Association prennent le nom de « Conseil de Coordination des Etats Africains et Malgache associés ».

Les réunions des membres Africains et Malgache du Comité d'Association prennent le nom de « Comité de Coordination des Etats Africains et Malgache associés ».

Article 2 — Le Conseil de Coordination a une personnalité juridique.

Article 3 — Chaque Etat associé dispose d'une voix, à l'occasion des votes émis dans les réunions du Conseil de Coordination, ainsi que dans celles du Comité de Coordination.

Article 4 — Les positions communes des Etats associés au Conseil de Coordination et au Comité de Coordination sont arrêtées à l'unanimité des membres présents ou représentés,

Chaque Etat associé peut représenter un autre Etat associé et ne peut en représenter qu'un seul. Les délégations de pouvoirs, en cas de représentation, doivent faire l'objet d'une lettre ou d'un télégramme officiel qui sera présenté à l'ouverture de la réunion.

Article 5 — L'ordre du jour des réunions est fixé conformément aux dispositions des Règlements intérieurs.

Art. 6. — La présence des Etats associés aux réunions des Conseil et Comité de Coordination est de règle par représentation directe ou par délégation de pouvoirs.

En tout état de cause, le Conseil ou le Comité de Coordination ne peut siéger que si les cinq sixièmes des Etats associés sont présents ou représentés.

Les abstentions ne font pas obstacle aux décisions des Conseil et Comité de Coordination.

Article 7 — Au cas où l'unanimité requise à l'article 3 n'est pas atteinte au Conseil ou au Comité de Coordination, il peut être demandé à la majorité simple de ses membres présents ou représentés un second vote qui, après amendement éventuel du texte initial, interviendra au plus tôt dans les 24 heures.

Article 8 — S'il apparaît, à l'occasion de ce second vote, que la position a été rejetée par un Etat seulement, il peut être constitué, à la demande de six Etats au moins, une Commission chargée d'étudier les conséquences de ce rejet.

Cette Commission est composée de trois membres, dont un au moins aura voté contre. Elle doit communiquer ses conclusions au Président du Comité de Coordination dans un délai d'un mois.

Le Conseil ou le Comité de Coordination suivant examine les conclusions de la Commission et procède à un troisième et dernier vote sur le projet en question qui est définitivement rejeté s'il ne recueille pas l'unanimité.

Article 9 — La Présidence du Conseil de Coordination, ainsi que celle du Comité de Coordination, sont assurées par un même Etat à tour de rôle pour une période de six mois, la succession des Présidences s'effectuant dans l'ordre alphabétique, l'Etat exerçant le premier la Présidence étant déterminé par un tirage au sort lors de la première session du Conseil de Coordination.

Article 10 — Le Comité de Coordination se réunit sur la proposition de son Président ou à la demande d'un sixième de ses membres.

Article 11 — Le Conseil de Coordination se réunit une fois par an à l'initiative de son Président et il se réunit en outre chaque fois que la nécessité le requiert, dans les conditions fixées par son Règlement intérieur.

Article 12 — Le Conseil de Coordination établira son Règlement intérieur et fixera notamment la nature et les modalités de la coopération de la branche africaine et malgache du Secrétariat paritaire de l'Association avec lui-même et avec le Comité de Coordination.

Le Comité de Coordination élaborera son Règlement intérieur qui sera soumis au Conseil de Coordination pour approbation.

Article 13 — Le présent Accord sera approuvé par chaque Etat associé simultanément avec la Convention d'Association, conformément aux règles constitutionnelles qui lui sont propres.

Le Gouvernement de chaque Etat associé notifiera au Gouvernement de la République fédérale du Cameroun, dépositaire du présent Protocole, l'accomplissement des procédures requises pour son entrée en vigueur.

Le Gouvernement de la République fédérale du Cameroun tiendra la Communauté Economique Européenne informée des communications qui seront faites à cet effet.

Le présent Accord entrera en vigueur dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 59 de la Convention d'Association.

Article 14 — Le présent Accord, rédigé en langue française, italienne et anglaise, les trois textes faisant également foi, sera déposé aux archives du Gouvernement de la République fédérale du Cameroun qui en remettra une copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements signataires. En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord, le 29 juillet 1969 à Yaoundé (Cameroun).

Pour le Président de la République du Burundi :

M. Lazare NTAWURISHIRA, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération ;

Pour le Président de la République Fédérale du Cameroun :

M. Vincent EFON, Ministre du Plan et du Développement ;

Pour le Président de la République Centrafricaine :

M. Louis ALAZOULA, Ministre de l'Industrie, des Mines et de la Géologie ;

Pour le Président de la République Démocratique du Congo :

M. Justin-Marie BOMBOKO, Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères, de la Coopération et du Commerce Extérieur ;

Pour le Président de la République du Congo-Brazzaville, Chef de l'Etat :

M. Charles SIANARD, Ministre des Finances et de l'Economie ;

Pour le Président de la République de Côte d'Ivoire :

M. Konan BEDIE, Ministre des Affaires Economiques et Financières ;

Pour le Président de la République du Dahomey :

M. Daouda BADAROU, Ministre des Affaires Etrangères ;

Pour le Président de la République Gabonaise :

M. Emile KASSA MAPSI, Ministre d'Etat, Ambassadeur de la République du Gabon auprès du Benelux et des Communautés Européennes ;

Pour le Président de la République de Haute-Volta :

M. Pierre-Claver DAMIBA, Ministre du Plan et des Travaux Publics ;

Pour le Président de la République Malgache :

M. Jacques RABEMANANJARA, Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères

Pour le Chef de l'Etat de la République du Mali :

M. Jean-Marie KONE, Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères et de la Coopération ;

Pour le Président de la République Islamique de Mauritanie :

M. Mokhtar Ould HAIBA, Ministre de la Planification ;

Pour le Président de la République du Niger :

M. Alidou BARKIRE, Ministre des Affaires Economiques, du Commerce et de l'Industrie ;

Pour le Président de la République Rwandaise :

M. Sylvestre NSANZIMANA, Ministre du Commerce, des Mines et de l'Industrie ;

Pour le Président de la République du Sénégal :

M. Jean COLLIN, Ministre des Finances ;

Pour le Président de la République de Somalie :

M. Elmi Ahmed DUALE, Ministre des Affaires Etrangères ;

Pour le Président de la République du Tchad :

M. Abdoulaye LAMANA, Ministre de l'Economie, des Finances et des Transports ;

Pour le Président de la République Togolaise :

M. Paulin EKLOU, Ministre du Commerce, de l'Industrie, du Tourisme et du Plan.

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Renouvellement, transformation, suppression et attribution de bourses d'études en France

N° 196-PR-MEN du 17-11-69 — Les bourses togolaises d'études en France précédemment accordées aux étudiants dont les noms suivent sont reconduites pour l'année scolaire 1969-1970.

Adiho Justin, faculté de droit et des sciences économiques Reims — bourse catégorie D

Adjanor Titus Hodéno, faculté des sciences de Lille — bourse catégorie D

Affo Issa, faculté de droit — Reims, bourse catégorie D

Aho Emile, faculté de droit — Reims, bourse catégorie D

d'Almeida Lambert, faculté de droit — Bordeaux, bourse catégorie D

Anani Jean Hervé, faculté des sciences — Reims, bourse catégorie D

Ayih Kangni Gabriel, faculté de droit — Reims, bourse catégorie D

Bamazi Lucien, faculté des sciences — Caen, bourse catégorie D

Boukari Yaya, faculté des sciences — Caen, bourse catégorie D

Djondo Kokou Patrice, faculté des lettres — Toulouse, bourse catégorie D

Dossevi Othniel, faculté des lettres — Clermont-Ferrand, bourse catégorie D

Fayossewo Victor, faculté de droit — Rennes, bourse catégorie D

Goka Mensah Kouami Eben-Ezer, école supérieure des sciences com. appl. — Paris, bourse catégorie D

Johnson Justin, faculté de droit — Reims, bourse catégorie D

Kpalime Antoine, faculté des sciences — Dijon, bourse catégorie D

Kpobie Tcha Mathias, faculté des lettres — Nancy, bourse catégorie D

Lawson Antoine Désiré, éc. sup. des sc. com. appl. — Paris, bourse catégorie D

Lawson Laté David, E.S.C.A.E. — Bordeaux, bourse catégorie D

Mama Alimatou, E.S.D. — Paris, bourse catégorie D

Yamgnane Koffi, faculté des sciences — Brest-Rennes, bourse catégorie D

Zoumaro Dominique, faculté des lettres — Bordeaux, bourse catégorie D

Lawson James Latévi, (techniques électroniques) bourse catégorie D.

La bourse catégorie D est renouvelée pour l'année scolaire 1969-1970 à :

Ajavon Hyacinthe Yves, (fac. des lettres — Rennes) sous réserve de succès à ses examens de juin ou de septembre 1969.

Goumbane Tiébine Vincent, (IEP. Aix-Marseille) pour le stage de direction des hôpitaux sous réserve de succès à ses examens de juin ou de septembre 1969.

Amah Gnassigbé Jérôme, (fac. de méd. Strasbourg) pour la biochimie médicale, son orientation initiale.

Ouyi Kossi Tassane, (studio Bertrand Paris) pour le journalisme.

La bourse d'études catégorie D, précédemment accordée aux étudiants dont les noms suivent est renouvelée et transformée en bourse catégorie E pour l'année scolaire 1969-1970 :

Dankou Anthime, (faculté des sciences — Poitiers).

Gnassounou Claude, (fac. de droit et des sc. éco. — Rennes).

Johnson Benjamin Moïse, (fac. de droit et des sc. éco. de Caen) pour l'IAAP.

Mensah Akouété Cosmas, (fac. de droit et des sc. éco., Rennes) pour la démographie sociale à l'I.E.D.E.S.

Milagnawoe K. Pierre, (E.N.S.A. — Toulouse)

Seketeli Azodoga Pierre, (E.N.S.A. — Toulouse).

Les bourses d'études en France, précédemment accordées aux étudiants dont les noms suivent sont supprimées à compter du 1^{er} octobre 1969 :

Abotsi Kuma Simon, centre de prép. et de perf. des tech. compt. — Lyon, pour études terminées.

Adekplovie Félix, école nle. des douanes — Neuilly, pour études terminées.

Bocconi Marie-Claire (Mme Mupapa), I.U.T. — Lyon, pour études terminées.

Mme Boukari Aurératou, école sup. de Chimie — Paris, pour études terminées.

Dansou Apéti Pierre, I.N.S.A. — Lyon, pour études terminées.

Dekadjevi A. Jérôme, E.N.S.A. et fac. des sciences — Nancy, pour études terminées.

Folj Mesanvi Léon, faculté de droit — Poitiers, pour études terminées.

Gnamey Koffi Didier, faculté de droit — Poitiers, pour études terminées.

Klousseh Michel, fac. des sc. éco. et ENST — Paris, pour études terminées.

Lawson Robert Têvi, E.N. des ponts et chaussées — Paris, pour études terminées.

Messan-Klo Anani Victor, E.N.A.C. — Toulouse, pour études terminées.

Modjinou Kossi Benjamin, fac. des lettres — Poitiers, pour études terminées.

Occansej Siméon, fac. de droit — Strasbourg, pour études terminées.

Koudo Siegwand, fac. de droit — Strasbourg, pour études terminées.

Johnson Avita Pérégrina, fac. des lettres — Caen, pour études terminées.